



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

LES ÉCONOMIES AFRICAINES EN TEMPS DE CRISE ECONOMIQUE

UN APPEL A L'ADDITIONNALITE DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

Discours d'ouverture au séminaire sur «L'impact de la crise financière et économique sur les pays en voie de développement » organisé par :

- **La Représentation de l'Organisation Internationale de la Francophonie auprès de l'Union Européenne, en collaboration avec :**
- **L'Ambassade du Canada en Belgique,**
- **EGMONT – Institut Royal des Relations Internationales,**
- **La Délégation Générale du Québec à Bruxelles**

Par :

Léonce Ndikumana

**Directeur du Département de la Recherche sur le Développement
Banque africaine de développement**

31 mars 2009

Bruxelles

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

L'honneur m'échoit aujourd'hui de pouvoir m'adresser à cette illustre audience pour partager avec vous notre réflexion sur la situation des économies africaines en ces temps de crise économique. Je profite de cette occasion pour exprimer, au nom des Dirigeants de la Banque Africaine de Développement, mes remerciements les plus sincères à la Représentation Permanente de l'Organisation Internationale de la Francophonie auprès de l'Union Européenne, à EGMONT – Institut Royal des Relations Internationales, à la Délégation générale du Québec à Bruxelles et à l'Ambassade du Canada qui ont bien voulu associer la Banque à cet important événement. Je suis profondément honoré de pouvoir représenter la Banque à ce séminaire.

Après avoir passé en revue brièvement les effets de la crise sur les économies africaines, notre allocution examinera les actions entreprises par les gouvernements africains pour amortir les effets de la crise. Nous mettrons en exergue ensuite la nécessité de l'additionalité de l'aide d'urgence et conclurons par des recommandations aux gouvernements africains, à leurs partenaires au développement et particulièrement au G20.

D'une crise financière à un « Tsunami économique »

La crise est survenue à un moment où l'Afrique amorçait un tournant, posant progressivement les fondements de l'accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Les ondes de choc du «tsunami» qui avancent rapidement, emportent entreprises, mines, emplois, revenus et moyens d'existence. Le temps presse et l'action décisive ne peut plus attendre.

Les effets de la crise sur les économies africaines s'amplifient. Les gouvernements africains font de leur mieux pour atténuer l'impact de la crise. Mais ils font face à des déficits de financement qui doivent être comblés non seulement pour résorber la crise, mais aussi pour préserver les bases d'une forte croissance. Il est donc important que les bailleurs de fonds s'acquittent de leurs engagements pris avant la crise. Toutefois, la mise en œuvre de ces seuls engagements ne suffira pas pour combler les déficits croissants de financement et maintenir la dynamique de la croissance sur le continent. Nous plaidons en particulier pour l'additionalité

de l'aide, la flexibilité dans son allocation et la mise en place de mécanismes permettant un acheminement plus rapide de l'aide pour améliorer la réactivité et l'alignement avec les besoins et les conditions spécifiques des pays. Nous présenterons en conclusion une série de recommandations concrètes pour faire face à la crise.

L'Afrique gravement affectée par la crise

Evaluation globale

L'Afrique a été gravement touchée par la crise. Déjà que son taux de croissance est tombé sous la barre de 3 pourcent en 2009 (s'établissant à 2,8 pourcent) pour la première fois depuis 2002. De nombreux pays sont confrontés à un creusement des déficits du compte courant et budgétaire, notamment suite au recul du commerce. Le déficit prévu des recettes d'exportations sera de l'ordre de 251 milliards de dollars EU en 2009 et atteindra 277 milliards de dollars EU en 2010 pour l'ensemble du continent, les pays exportateurs de pétrole enregistrant les plus grandes pertes.

Impact macroéconomique

Après avoir enregistré un excédent global du compte courant de l'ordre de 2,7 pourcent du PIB aussi bien en 2008 qu'en 2007, le continent risque d'afficher un déficit global de 4,3 pourcent du PIB en 2009.

Le stock des réserves en devises diminue dangereusement, et certains pays (par exemple, la République démocratique du Congo) disposent de réserves couvrant seulement quelques semaines d'importations, ce qui remet sérieusement en cause leur capacité à importer même des biens de première nécessité tels que les denrées alimentaires, les fournitures médicales et les intrants agricoles.

Les soldes budgétaires se détérioreront pour l'ensemble du continent. Partant d'un excédent budgétaire global de 2,8 pourcent du PIB en 2008, le continent enregistrera un déficit de 5,4 pourcent du PIB en 2009

Impact Sectoriel

Les flux de capitaux sont également en train de baisser, tout comme les transferts de fonds des travailleurs immigrés et les recettes tirées du tourisme. La spécialisation excessive dans les produits miniers s'est révélée catastrophique pour certains pays. Tel est le cas de la RDC et de la République centrafricaine. La baisse de la demande et des cours des produits de base est amplifiée par les fortes incertitudes sur les plans économique et politique, ce qui se traduit par un fléchissement de l'investissement direct étranger (IDE).

Impact sur l'infrastructure

Le tarissement des liquidités sur les marchés financiers internationaux a affecté le secteur privé ainsi que les gouvernements qui éprouvent des difficultés à financer leurs investissements. Les tentatives des pouvoirs publics de mobiliser des financements à long

terme par l'émission d'obligations se sont soldées par un échec (Afrique du Sud), ou ont été annulées, ou encore ont été différées (émissions d'euro-obligations pour le Kenya, le Nigeria, l'Ouganda et la Tanzanie). Le manque de financement a entraîné des retards coûteux dans la mise en œuvre des programmes d'infrastructure publique. Un certain nombre de projets du secteur privé en Afrique ont aussi été suspendus ou reportés à plus tard. En Afrique du Nord, un projet gazier a été suspendu après son approbation par la Banque en octobre 2008, parce que le financement ne pouvait pas être bouclé. Par ailleurs, un nombre de projets d'infrastructure, pour lesquels la BAD avait été contactée pour fournir un financement, accusent actuellement des retards en raison de la crise.

Amplification des effets la crise alimentaire

La crise financière a amplifié les effets de la crise alimentaire. L'impact sera particulièrement marqué sur les économies affichant d'importants déficits dans le commerce des produits alimentaires. Les populations urbaines sont particulièrement touchées, à mesure que s'effritent les possibilités d'emploi. Les tentatives visant à subventionner les prix des produits alimentaires ne sont guère soutenables, compte tenu du faible niveau des recettes publiques et de la diminution des réserves en devises.

La tendance des donateurs à se focaliser sur les contributions de court terme, et sur les cas d'urgence (tel que les crises humanitaires), ne fait que repousser à plus tard les problèmes et même aggraver la crise alimentaire. Les déclarations finales du forum d'Accra sur l'efficacité de l'aide (septembre 2008) et le sommet mondial sur le financement du développement à Doha (du 29 novembre au 2 décembre 2008) ont été peu satisfaisants, représentant une régression par rapport à l'accord de Monterrey.

Nous remarquons un écart important entre les moyens mis en œuvre pour freiner la crise financière dans les pays avancés d'une part, et la réaction de la communauté internationale face aux crises financière, alimentaire et humanitaire dans les pays en développement d'autre part. En réponse à la crise financière, 787 milliards de dollars ont été levés aux États-Unis, et 300 milliards d'euros en Europe pour stimuler l'économie et sauver des banques. Par contre, le Programme alimentaire mondiale (PAM), qui a perdu beaucoup de son pouvoir d'achat en raison de la flambée des prix alimentaires, a demandé des suppléments de 756 millions de dollars en plus de l'appel initial de 2,9 milliards de dollars pour 2008. Seulement 250 millions de dollars ont été promis. Le manque de financement des programmes du PAM aura des effets dramatiques sur les populations pauvres et surtout sur celles des pays en conflits et des états fragiles en général.

Les gouvernements des pays Africains font de leur mieux ...

Les gouvernements des pays africains continuent à mettre en œuvre diverses mesures visant à atténuer l'impact des chocs financiers et commerciaux. Bon nombre de gouvernements ont créé des unités spéciales chargées d'identifier l'évolution de la crise et d'élaborer des réponses ciblées. En outre les gouvernements ont mis en place tout un éventail de mesures politiques, incluant :

- **Des mesures fiscales d'incitation :** Un exemple à citer est celui du gouvernement du Libéria qui a procédé à une révision complète de son code des recettes, proposant une réduction de 10 pourcent de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, afin de stimuler l'activité du secteur privé.
- **Une aide ciblée aux secteurs :** Ici nous pouvons citer le Nigeria dont le gouvernement a injecté 70 milliards de naira dans l'industrie textile qui avait été sérieusement affaiblie.
- **Une réglementation prudentielle du secteur bancaire :** C'est le cas du gouvernement égyptien qui a créé un fonds d'assurance-dépôts pour promouvoir la confiance du public à l'égard du secteur bancaire.
- **Des politiques monétaires expansionnistes :** Nous pouvons citer l'exemple de la Banque Centrale du Botswana qui a baissé son taux officiel d'escompte de 50 points de base pour le ramener à 15 pourcent en décembre 2008.

Des déficits de financement énormes et croissants

En dépit de toutes ces initiatives louables, il est clair que les gouvernements africains n'ont pas de capacités de financement suffisantes pour protéger les populations contre l'impact de la crise. Cette pénurie de financement entraîne une réduction de l'investissement, avec des effets négatifs sur la croissance, entamant ainsi sérieusement la capacité du continent à atteindre les OMD. Les pays africains enregistraient certes une croissance plus rapide avant la crise, mais les taux de croissance étaient toujours en-dessous du niveau nécessaire pour la réalisation des OMD. Toutefois, à l'heure actuelle, même le maintien des taux de croissance d'avant la crise semble être hypothéqué dans bon nombre de pays, en raison du manque de financement.

Selon nos estimations, pour seulement maintenir le niveau de croissance d'avant la crise, le continent aurait besoin d'un financement de 50 milliards de dollars EU en 2009 et 56 milliards de dollars EU en 2010. Pour porter les taux de croissance au niveau minimum de 7 pourcent, jugé nécessaire pour atteindre les OMD, le continent aura besoin d'une injection d'environ 117 milliards de dollars EU en 2009 et de 130 milliards de dollars EU en 2010 pour combler le déficit entre l'investissement et l'épargne. D'autre part, selon les estimations de l'étude diagnostique par pays de l'infrastructure en Afrique,¹ les besoins de financement de l'infrastructure du continent sont de l'ordre de 75,5 milliards de dollars EU par an au cours des dix prochaines années.

Les déficits de financement sont bien supérieurs aux montants d'aide promis par la communauté de l'aide au développement avant la crise. Le Sommet de Gleneagles de 2005 s'est engagé à augmenter l'aide à l'Afrique de 25 milliards de dollars EU par an jusqu'en

¹ Cette étude a couvert les pays suivants : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad et Zambie.

2010. Cet engagement représente pratiquement la moitié de l'enveloppe nécessaire rien que pour permettre aux pays africains de maintenir leurs taux de croissance d'avant la crise, ce qui est assurément insuffisant pour que le continent atteigne les OMD.

Que faire ?

Action de la BAD

En réaction à la crise, la Banque a mis en place de nouvelles initiatives afin d'accroître le financement aux États membres régionaux. Il s'agit notamment de la *Facilité de liquidité d'urgence* (FLU), de la *Facilité de financement du commerce* (FFC), et d'un *cadre de transfert accéléré des ressources aux pays FAD*. Dotée de 1,5 milliard d'USD, la FLU fournira des concours financiers aux pays BAD remplissant les conditions et aux opérations non souveraines dans les pays membres qui souffrent d'un manque de liquidités dû à la crise financière mondiale. La FFC, d'un montant de 1 milliard d'USD, permettra aux banques commerciales et aux institutions financières de développement (IFD) africaines d'utiliser des ressources de la BAD pour soutenir des opérations de financement du commerce. Le transfert accéléré de ressources aux pays FAD soutiendra les pays à faible revenu éligibles aux financements concessionnels, grâce à une utilisation accélérée de ressources.

Bien que ces initiatives soient utiles pour atténuer les effets négatifs de la crise, davantage de ressources et d'instruments seront indispensables pour répondre aux besoins des pays africains. Ces initiatives peuvent compléter des mesures plus structurelles destinées à accroître les ressources de la Banque, notamment à travers une augmentation générale du capital.

Recommandations au G20

Nos principales recommandations au G20 sont :

Tout d'abord les membres du G20 doivent agir d'urgence car la gravité de la crise requiert des réponses rapides, comme dans le cas des plans de sauvetage de banques et d'entreprises qui ont été élaborés et mis en œuvre rapidement dans les pays développés. La réalisation rapide des promesses d'aide existantes servira de preuve de la crédibilité des bailleurs de fonds en tant que partenaires au développement engagés en faveur du continent africain. Il faut se mobiliser pour protéger les pauvres et les groupes vulnérables, notamment en appuyant les programmes de sécurité sociale.

La crise appelle à une augmentation des ressources en garantissant l'additionnalité de l'aide. Les bailleurs de fonds devraient s'engager à venir plus vigoureusement en aide aux pays les plus pauvres, en utilisant les canaux multilatéraux existants. Il est impératif d'augmenter l'enveloppe des ressources allouées aux banques régionales de développement afin de maintenir l'investissement au niveau national et régional en ciblant en premier lieu les projets dans l'infrastructure.

Les pays africains doivent bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour répondre aux besoins de financement en fonction de leurs conditions propres et de leurs besoins. Il est indispensable aussi d'accélérer l'acheminement de l'aide en apportant des flux d'aide plus prévisibles et de débloquer l'aide plus rapidement en cohérence avec les priorités des pays africains. Une grande flexibilité serait nécessaire dans les cadres macroéconomiques pour stimuler la demande intérieure. Et enfin il convient de revoir des critères de soutenabilité de la dette pour permettre l'accès au crédit pour les pays dont le potentiel d'emprunt est adéquat.

Il est absolument indispensable de garantir une représentation équitable pour l'Afrique afin de faire entendre la voix des pays africains et assurer qu'ils disposent de droits de vote adéquats au sein des institutions financières internationales (IFI) et des principaux organes de prise de décision dans les institutions internationales.

Enfin, les systèmes bancaires des pays développés devraient faire preuve de transparence dans les transactions financières pour décourager les transferts illicites de fonds à partir des pays africains.

Avant de terminer, je voudrais partager avec vous les questions suivantes pour votre réflexion :

1. Quelles leçons tirons-nous de la crise à propos du modèle de croissance fondé (et promouvant) la financiarisation et la globalisation ?
2. Comment garder la communauté d'aide internationale intéressée au développement de l'Afrique (en temps de crise) et intéressante (« *relevant* ») pour les pays africains ?
3. Comment construire des économies africaines plus « *résilientes* » (résistantes) aux chocs ?
4. Comment préparer l'Afrique à mieux participer aux débats et aux négociations mondiales ?
5. Pouvons-nous nous assurer que les pays donateurs sont conscients de la complémentarité entre l'aide au développement en temps de crise et les plans nationaux de redressement économique ?

Je vous remercie de votre attention

Léonce Ndikumana
Directeur du Département de la Recherche sur le Développement
Banque Africaine de Développement